

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 tot vaststelling van het percentage of het aantal werkzoekenden en begunstigden van het leefloon (vroeger het bestaansminimum genoemd) boven hetwelk een inrichting of een vestigingsplaats voor onderwijs voor sociale promotie beschouwd kan worden als een inrichting of een vestigingsplaats die positieve discriminatie geniet;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2012 tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminatie voor het jaar 2012, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het advies van Financiën, gegeven op 29 mei 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 juni 2012;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie van 1 juli 2011 en 16 februari 2012 betreffende de lijst van de inrichtingen of vestigingsplaatsen die positieve discriminatie genieten;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De lijst van actieprojecten voor positieve discriminatie in het onderwijs voor sociale promotie voor het jaar 2012, gevoegd bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2012 tot goedkeuring van de lijst van actieprojecten voor positieve discriminatie voor het jaar 2012, overeenkomstig artikel 58 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

**Art. 4.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 juni 2012.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2292

[2012/204453]

**18 JUILLET 2012. — Décret relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement l'article 14.3 de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « énergie produite à partir de sources renouvelables » : une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir : énergie éolienne, solaire, aérothermique, géothermique, hydrothermique, marine et hydroélectrique, biomasse, gaz de décharge, gaz des stations d'épuration d'eaux usées et biogaz;

2° « systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables » : tout système visant à produire de l'énergie à partir de sources renouvelables;

3° « système d'efficacité énergétique » : tout système visant à faire augmenter la valeur du rapport entre les résultats, le service, la marchandise ou l'énergie que l'on obtient, d'une part, et l'énergie consacrée à cet effet, d'autre part;

4° « Directive 2005/36/CE » la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

5° « Directive 2009/28/CE » : la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

#### CHAPITRE II. — La certification des installateurs de systèmes d'énergie renouvelable et de systèmes d'efficacité énergétique

**Art. 3.** Le Gouvernement met en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique. Il détermine des catégories de certification, celles-ci concernant à tout le moins les installateurs de chaudières et de poêles à biomasse, de systèmes solaires photovoltaïques ou thermiques, de systèmes géothermiques superficiels et de pompes à chaleur de petite taille. Il détermine la durée de validité du certificat.

Le Gouvernement désigne l'autorité compétente qui délivre la certification.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement définit les exigences et la procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des installateurs de systèmes d'efficacité énergétique, ainsi que les démarches qu'ils doivent accomplir afin d'obtenir une telle certification. Il détermine le cas échéant des frais de dossier.

§ 2. Tout candidat à une certification est tenu de suivre une formation dispensée par un centre de formation agréé en application de l'article 5, comportant un volet pratique et un volet théorique.

Le contenu de la formation est déterminé par le Gouvernement.

§ 3. Par dérogation au § 2, le Gouvernement peut exempter les candidats disposant d'un titre attestant qu'ils disposent d'une connaissance technique équivalente à celle que la formation agréée est censée leur fournir, de l'obligation de suivre la formation agréée. Le cas échéant, il définit les cas, les conditions et la procédure dans lesquels il exempte un candidat de suivre la formation agréée.

§ 4. La formation se conclut par un examen dont les modalités sont fixées par le Gouvernement. La réussite de l'examen constitue une condition nécessaire à l'obtention de la certification.

§ 5. Le Gouvernement détermine les conditions de retrait, de maintien et de renouvellement de la certification.

§ 6. Le Gouvernement désigne l'autorité compétente qui procède au contrôle et à la surveillance de la qualité du travail des installateurs certifiés. Il fixe la procédure, le contenu et les modalités de ce contrôle et détermine, le cas échéant, des frais de dossier.

### CHAPITRE III. — *Agrément des centres de formation*

**Art. 5.** Le Gouvernement détermine les conditions et la procédure d'agrément des centres de formation qui dispensent les formations donnant accès aux examens de certification des installateurs de systèmes d'énergie renouvelable et des installateurs de systèmes d'efficacité énergétique. Il détermine la durée de validité de l'agrément.

Le Gouvernement fixe les conditions de maintien, de suspension et de retrait de l'agrément des centres de formation.

Le Gouvernement désigne l'autorité compétente qui procède au contrôle des centres de formation agréés. Il fixe la procédure, le contenu et les modalités de ce contrôle.

### CHAPITRE IV. — *Reconnaissance mutuelle*

**Art. 6.** Le Gouvernement fixe les règles garantissant la reconnaissance de la certification accordée par les autorités compétentes à un installateur d'un autre état membre de l'Espace économique européen, de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément aux critères de la Directive 2009/28/CE et de la Directive 2005/36/CE.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 623 (2011-2012). N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 18 juillet 2012.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2292

[2012/204453]

**18. JULI 2012 — Dekret über die Einsetzung eines Verfahrens zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen und von Energieeffizienzsystemen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird der Artikel 14.3 der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Energie aus erneuerbaren Quellen": Energie aus erneuerbaren, nichtfossilen Energiequellen, das heißt: Wind, Sonne, aerothermische, geothermische, hydrothermische Energie, Meeresenergie, Wasserkraft, Biomasse, Deponiegas, Klärgas und Biogas;

2° "Systeme zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen": jedes System, durch das die Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen bezweckt wird;

3° "Energieeffizienzsystem": jedes System, das darauf abzielt, den Wert des Verhältnisses zwischen den Ergebnissen, der Dienstleistung, der Güter oder der Energie, die erreicht werden, einerseits, und der zu diesem Zweck eingesetzten Energie, andererseits, zu erhöhen;

4° "Richtlinie 2005/36/EG": die Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September über die Anerkennung von Berufsqualifikationen;

5° "Richtlinie 2009/28/EG": die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG.

KAPITEL II — *Die Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen und von Energieeffizienzsystemen*

**Art. 3** - Die Regierung setzt ein System zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen und von Energieeffizienzsystemen ein. Sie bestimmt die Zertifizierungskategorien; diese betreffen zumindest die Installateure von kleinen Biomassekesseln und -öfen, solaren Fotovoltaik- oder Solarwärmesystemen, oberflächennahen geothermischen Systemen und Wärmepumpen. Sie bestimmt die Gültigkeitsdauer des Zertifikats.

Die Regierung bezeichnet die zuständige Behörde, die die Zertifizierung ausstellt.

**Art. 4 - § 1.** Die Regierung bestimmt die Anforderungen und das Verfahren zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von Energie aus erneuerbaren Quellen und von Energieeffizienzsystemen, sowie die Schritte, die diese unternehmen müssen, um eine Zertifizierung zu erhalten. Sie bestimmt gegebenenfalls die Kosten für das Anlegen der Akten.

§ 2. Jeder Bewerber für eine Zertifizierung ist verpflichtet, an einer Ausbildung teilzunehmen, die von einem in Anwendung des Artikels 5 zugelassenen Ausbildungszentrum angeboten wird, und die einen praktischen und einen theoretischen Teil enthält.

Der Inhalt dieser Ausbildung wird von der Regierung bestimmt.

§ 3. In Abweichung von § 2 kann die Regierung die Bewerber, die über einen Titel verfügen, in dem bescheinigt wird, dass sie über technische Kenntnisse verfügen, die mit denjenigen gleichwertig sind, von denen erwartet wird, dass sie von der zugelassenen Ausbildung geboten werden, von der Pflicht befreien, an der zugelassenen Ausbildung teilzunehmen. Sie bestimmt gegebenenfalls die Fälle, die Bedingungen und das Verfahren, in bzw. unter denen sie den Bewerber davon befreit, an der zugelassenen Ausbildung teilzunehmen.

§ 4. Die Ausbildung endet mit einer Prüfung, deren Modalitäten von der Regierung festgelegt werden. Der erfolgreiche Abschluss der Prüfung stellt eine Bedingung dar, die zum Erhalt der Zertifizierung erforderlich ist.

§ 5. Die Regierung bestimmt die Bedingungen für den Entzug, die Aufrechterhaltung und die Erneuerung der Zertifizierung.

§ 6. Die Regierung bezeichnet die zuständige Behörde, die die Qualität der Arbeit der zertifizierten Installateure kontrolliert und überwacht. Sie legt das Verfahren, den Inhalt und die Modalitäten dieser Kontrolle fest und bestimmt gegebenenfalls die Kosten für das Anlegen der Akte.

KAPITEL III — *Zulassung der Ausbildungszentren*

**Art. 5** - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und das Verfahren für die Zulassung der Ausbildungszentren, die die Ausbildungen anbieten, die Zugang zu den Prüfungen für die Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Erzeugung von erneuerbarer Energie und der Installateure von Energieeffizienzsystemen geben. Sie bestimmt die Gültigkeitsdauer der Zulassung.

Die Regierung legt die Bedingungen für die Aufrechterhaltung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung der Ausbildungszentren fest.

Die Regierung bezeichnet die zuständige Behörde, die die zugelassenen Ausbildungszentren kontrolliert. Sie legt das Verfahren, den Inhalt und die Modalitäten dieser Kontrolle fest.

KAPITEL IV — *Gegenseitige Anerkenning*

**Art. 6** - Die Regierung legt die Regeln zur Gewährleistung der Anerkennung der Zertifizierung fest, die die zuständigen Behörden einem Installateur eines anderen Mitgliedstaates des europäischen Wirtschaftsraums, der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt gemäß den Kriterien der Richtlinie 2009/28/EG und gemäß der Richtlinie 2005/36/EG gewährt haben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 18. Juli 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, KMB, Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

## Fußnote

(1) *Sitzung 2011-2012*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 623 (2011-2012). Nrn. 1 bis 3.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 18. Juli 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2292

[2012/204453]

**18 JULI 2012.** — **Decreet betreffende de invoering van een certificeringsprocedure voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en van systemen voor energie-efficiëntie (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Artikel 14.3 van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "energie uit hernieuwbare bronnen" : energie uit hernieuwbare niet-fossiele bronnen, namelijk : wind, zon, aerothermische, geothermische, hydrothermische energie en energie uit de oceanen, waterkracht, biomassa, stortgas, gas van rioolzuiveringsinstallaties en biogassen;

2° "systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen" : elk systeem om energie te produceren uit hernieuwbare energiebronnen;

3° "systeem voor energie-efficiëntie" : elk systeem om de waarde van de opbrengst tussen de resultaten, de dienst, de goederen of de energie die verkregen wordt, enerzijds, en de daaraan bestede energie, anderzijds, te verhogen;

4° "Richtlijn 2005/36/EG" : Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

5° "Richtlijn 2009/28/EG" : Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG.

HOOFDSTUK II. — *Certificatie van de installateurs van systemen voor hernieuwbare energie en van systemen voor energie-efficiëntie*

**Art. 3.** De Regering voert een certificatieregeling in voor de installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en van systemen voor energie-efficiëntie. Zij bepaalt de certificatiecategorieën, die hoe dan ook betrekking hebben op de installateurs van kleinschalige warmwaterketels en verwarmingsketels op biomassa, fotovoltaïsche en thermische systemen op zonne-energie, ondiepe geothermische systemen en warmtepompen. Zij bepaalt de geldigheidsduur van het certificaat.

De Regering wijst de bevoegde overheid aan die de certificatie verleent.

**Art. 4.** § 1. De Regering bepaalt de eisen en de certificeringsprocedure voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor de installateurs van systemen voor energie-efficiëntie, alsook de stappen die ze moeten ondernemen om deze certificatie te verkrijgen. In voorkomend geval bepaalt zij de dossierskosten.

§ 2. Elke kandidaat voor een certificatie dient een opleiding te volgen die overeenkomstig artikel 5 door een erkend opleidingscentrum verleend wordt. Die opleiding bestaat uit een luik praktijk en uit een luik theorie.

De inhoud van de opleiding wordt door de Regering bepaald.

§ 3. In afwijking van § 2 kunnen de kandidaten die beschikken over een attest waaruit blijkt dat hun technische kennis gelijk is aan degene die de erkende opleiding geacht wordt te geven, door de Regering vrijgesteld worden van de verplichting om de erkende opleiding te volgen. In voorkomend geval bepaalt de Regering de gevallen waarin, de voorwaarden waaronder en de procedure waarbij zij die vrijstelling aan een kandidaat verleent.

§ 4. De opleiding wordt afgesloten met een examen waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald. Het slagen voor het examen is een vereiste om de certificatie te verkrijgen.

§ 5. De Regering bepaalt onder welke voorwaarden de certificatie kan worden ingetrokken, behouden en hernieuwd.

§ 6. De Regering wijst de bevoegde overheid aan die toezicht houdt op de kwaliteit van het werk van de gecertificeerde installateurs. Zij bepaalt de procedure, de inhoud en de modaliteiten van die controle en, in voorkomend geval, de dossierskosten.

### HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de opleidingscentra*

**Art. 5.** De Regering bepaalt de erkenningsvoorwaarden en -procedure voor de opleidingscentra waarvan de opleidingen toegang verstrekken tot de certificeringsexamens voor installateurs van systemen voor hernieuwbare energie en van systemen voor energie-efficiëntie. Zij bepaalt de geldigheidsduur van de erkenning.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor het behoud, de opschorting en de intrekking van de erkenning van de opleidingscentra.

De Regering wijst de bevoegde overheid aan die de erkende opleidingscentra moet controleren. Zij bepaalt de procedure, de inhoud en de modaliteiten van die controle.

### HOOFDSTUK IV. — *Wederzijdse erkenning*

**Art. 6.** De Regering bepaalt de regels voor de erkenning van de certificatie toegekend door de bevoegde overheden aan een installateur van een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte, van het Vlaams Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig de criteria van Richtlijn 2009/28/EG en van Richtlijn 2005/36/EG.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Waals Parlement 623 (2011-2012). Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 18 juli 2012.*

Bespreking.

Stemming.